

BE-A0510_000060_002562_FRE

**Inventaire des archives de la liquidation de
l'ancienne dette constituée et de l'arriéré des
Pays-Bas / L. Van Meerbeeck**



**Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium**

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	5
Histoire du producteur et des archives	6
Producteur d'archives.....	6
Histoire institutionnelle/Biographie/Histoire de la famille.....	6
Archives.....	10
Historique.....	10
Contenu et structure	12
Contenu.....	12
Mode de classement.....	13
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	15
I. - LIQUIDATION PAR LA France : TRAVAUX DES PRÉFETS (1798-1808).....	15
Département de la Dyle.....	15
1 - 4 Agendas du bureau de liquidation relatifs aux demandes de visas préparatoires :....	15
5 - 11 Série de visas préparatoires des rentes perpétuelles et viagères, correspondant aux agendas 1 à 4 :.....	15
12 - 34 Série de visas préparatoires des rentes perpétuelles et viagères, correspondant aux agendas 1 à 4.....	16
Département des Deux-Nèthes.....	17
35 - 37 Registres de dépôts de rentes effectués avant le 1er germinal an XIII :.....	17
Département de l'Escaut.....	19
46 - 48 Registres des titres de rentes constituées perpétuelles soumis au visa du préfet en exécution des lois des 24 frimaire et 5 prairial an VI :.....	19
Département de Jemappes.....	19
53 - 92 Série de dossiers de visas préparatoires des titres de rentes du département de Jemappes, et de correspondance du préfet relative à ces visas :.....	20
Département de la Lys.....	22
Département de la Meuse Inférieure.....	23
Département de l'Ourthe.....	23
II. - TRAVAUX DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL DE LIQUIDATION AVEC LA FRANCE (1816-1818) (1).....	24
99 - 116 Registres d'inscription au grand livre de la dette publique de France des rentes belges créées par les États, les corporations religieuses et les corporations civiles :.....	24
III. - TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LIQUIDATION CRÉÉE PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 17 MARS 1816 (1816-1818).....	27
117 - 121 Registres alphabétiques des fiches de l'ancienne dette constituée contenant les indications suivantes : numéros d'ordre, nom du titulaire, capital de la rente, son objet, numéro de la liquidation, rente inscrite, numéro d'inscription au grand livre de la dette publique de France :.....	27
122 - 125 Rentes liquidées par la France :.....	27
126 - 127 États de rentes non liquidées par le gouvernement français :.....	28
128 - 138 États d'anciennes créances à charge des États des provinces qui n'ont pas été liquidées par le gouvernement français :.....	28
139 - 145 Répertoires alphabétiques des anciennes créances non liquidées par la France se rapportant aux états décrits aux nos 128 à 138 :.....	29
IV. - TRAVAUX DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES LIQUIDATIONS A LA HAYE CRÉÉE PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 3 MARS 1818 (1818-1830).....	30

147 - 153 États de liquidation de rentes perpétuelles de l'ancienne dette constituée :.....	30
154 - 158 États de rejet de rentes perpétuelles de l'ancienne dette constituée :.....	30
159 - 214 Dossiers de rapports et verbaux : délibérations de la Commission relatives à des liquidations, 9 juin 1818-18 décembre 1828 :.....	31
215 - 221 Correspondance de la Commission : lettres reçues, minutes de lettres expédiées. 28 novembre 1825 au 9 septembre 1830 :.....	35
222 - 228 Agendas relatifs aux séances de la Commission et répertoires alphabétiques de ces agendas, 3 janvier 1826 - 7 octobre 1830 :.....	35
229 - 243 Registres particuliers d'inscriptions de rentes sur les États des diverses provinces dont les titres originaux ont été produits; registres supplémentaires d'annotations pour lesquelles les titres n'ont pas été produits :.....	36
244 - 257 Registres semblables pour les rentes sur les corporations :.....	37
258 - 267 Registres semblables pour les rentes viagères :.....	38
268 - 274 Tables alphabétiques des noms des titulaires de rentes inscrits aux registres nos 229 à 267 :.....	39
275 - 285 États des réclamations envoyées par la Commission aux gouverneurs de provinces, aux fins d'être vérifiées en exécution d'un arrêté royal du 17 mars 1825 :.....	39
286 - 290 Registres généraux d'inscription relatifs aux réclamations à charge de l'ancienne dette constituée :.....	40
291 - 605 Dossiers des réclamations à charge de l'ancienne dette constituée, inscrites aux registres 286 à 288 :.....	40
606 - 654 Dossiers des réclamations de l'ancienne dette constituée inscrites au registre 289 intitulé :.....	61
658/1 - 660/14 Dossiers de pièces d'instruction relatives à des affaires de liquidation non terminées :.....	65
661 - 664 Dossiers de réclamations déclarées déchues par le paragraphe 3 de la résolution de la Commission de liquidation du 9 janvier 1827.....	68
665 - 667 Dossiers de réclamations déclarées déchues par le paragraphe 4 de la résolution de la Commission de liquidation du 9 janvier 1827.....	69
668 - 670 États et dossiers relatifs à la liquidation des rentes dues aux fondations et aux bourses d'études :.....	69
671 - 678 Dossiers et états relatifs à la liquidation de l'arriéré autrichien (créances antérieures à l'entrée des Français en Belgique spécialement les médianates et les engagères) :.....	69
679 - 683 Arriéré français :.....	70
ANNEXES.....	72
684 - 703 Vingt registres d'inscriptions de rentes de la dette austro-belge ; emprunts des années 1778 à 1794 (1).....	72
705 - 706 Registre contenant.....	73

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Liquidation de l'ancienne dette constituée et de l'arriéré des Pays-Bas

Période:

1798 - 1830

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0510.74

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 711
- Etendue inventoriée: 69.82 m

Dépôt d'archives:

Algemeen Rijksarchief / Archives générales du Royaume

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

HISTOIRE INSTITUTIONNELLE/BIOGRAPHIE/HISTOIRE DE LA FAMILLE

Un territoire passe à son acquéreur avec les charges qui le grèvent. C'est en application de ce principe du droit des gens que la question de notre dette nationale fut réglée après la conquête de la Belgique par la France. Le traité de Campo-Formio du 17 octobre 1797, après avoir établi que l'Empereur renonce en faveur de la République française à tous ses droits et titres sur les Pays-Bas autrichiens et que la République française possédera ces pays à perpétuité en toute souveraineté et propriété avec tous les biens territoriaux qui en dépendent, décide que les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol de notre pays et dont les contrats sont revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la République française. Toutefois, l'Autriche ayant soulevé des prétentions qui ne furent pas admises lors du congrès de Rastadt, l'article 8 du traité de Lunéville du 9 février 1801, stipula, pour éviter toute équivoque, que la République ne prenait à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement conclus par les États des pays cédés ou des dépenses faites pour l'administration effective des dits pays. Cette disposition écartait formellement les dettes contractées directement par l'Autriche sans le consentement des États ou à son propre profit.

Le principe évoqué plus haut servit de base aux stipulations diplomatiques qui consacrèrent, en 1814, la défaite de la France impériale. L'article 21 du traité de Paris du 30 mai 1814 déclare que les dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur les pays qui cessent d'appartenir à la France, ou contractées pour leur administration intérieure resteront à la charge de ces mêmes pays. Il ajoute : il sera tenu compte en conséquence au gouvernement français, à partir du 22 décembre 1813, de celles de ces dettes qui auront été converties en inscriptions de la dette publique de France. Les titres de toutes celles qui ont été préparées pour l'inscription et n'ont pas encore été inscrites, seront remis aux gouvernements des pays respectifs. Les états de toutes ces dettes seront dressés et arrêtés par une commission mixte.

De ces stipulations, comme le fait très bien remarquer Bigwood

¹

, il résultait que la Belgique n'était personnellement redevable que des dettes qu'elle avait contractées elle-même, par ses organes constitutionnels ou que l'Autriche avait contractées dans l'intérêt exclusif de nos provinces.

De ces dettes-là seules la France s'était chargée ; c'était de celles-là seules aussi qu'elle se déchargeait sur la Belgique.

1 Voir Bigwood, G., Les origines de la dette belge, étude d'histoire financière, (Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, t. 20, 1906) ; voir surtout le chapitre intitulé : " La dette belge de 1794 à 1839 ", pp. 43 à 45.

C'est également ce que consacre l'article VI de l'acte d'acceptation de la souveraineté de la Belgique par le prince des Pays-Bas, le 21 juillet 1814, article en vertu duquel les dettes contractées jusqu'à ce jour par les provinces hollandaises et les provinces belgiques, seront mises à la charge du trésor général des Pays-Bas.

Quand le sort de la Belgique fut définitivement réglé, au traité du 31 mai 1815 qui fixa ses limites, il fut annexé un article séparé et secret par lequel le roi des Pays-Bas reconnaissait l'obligation de se charger des dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur les provinces belgiques, ou contractées pour leur administration intérieure et s'engageait à en libérer l'empereur d'Autriche dans les trois mois ; il s'engageait de plus à entrer immédiatement en négociations avec l'Autriche, sur une réclamation de cette dernière concernant les charges d'administration intérieure des provinces belges, entre autres des pensions. Les négociations aboutirent à la convention du 11 octobre 1815, qui s'occupa principalement du règlement des intérêts dont les Pays-Bas se chargeaient à partir du 15 juin 1814. Elle stipula que les dettes belgiques seraient soumises à la loi néerlandaise du 14 mai 1814. Celle-ci avait rétabli la dette nationale de la Hollande absorbée par celle de la France lors de l'incorporation du royaume de Hollande dans l'empire français.

La question de la liquidation avec la France fut réglée par l'article 6 de la convention annexée au traité de Paris du 20 novembre 1815. Cet article est libellé de la manière suivante : " Les hautes parties contractantes, voulant assurer l'accomplissement de l'article du traité de Paris du 30 mai 1814 et déterminer en conséquence le mode d'après lequel il sera tenu compte à la France de celles des dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur des pays qui ont cessé d'appartenir à la France, ou contractées pour leur administration intérieure, lesquelles ont été converties en inscriptions au grand livre de la dette publique de France, sont convenues que le montant du capital que chacun des gouvernements de ces pays respectifs sera dans le cas de rembourser à la France sera fixé au cours moyen du prix que les rentes du grand livre auront eu entre le jour de la signature de la présente convention et le 1er janvier 1816 ; le capital sera bonifié à la France sur les états que la Commission établie par l'art. 5 de la présente convention dressera et arrêtera de deux mois en deux mois, après la vérification des titres sur lesquels l'inscription a eu lieu ".

Nous avons vu que lors de la création du royaume des Pays-Bas, les dettes contractées par les provinces belgiques furent mises à la charge du trésor général du nouvel État. Un premier arrêté royal daté du 17 mars 1816 prescrivit la forme des réclamations des anciennes créances à charge des États des provinces méridionales ou des corporations supprimées, non liquidées par la France

²

. On trouve des indications précises sur la liquidation de ces créances dans les provinces méridionales, dans un arrêté du gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg. On y voit notamment que les membres de la Commission de liquidation chargée de

2 Le titre de cet arrêté non inséré au Journal Officiel des Pays-Bas figure dans la Pasinomie, 2e série, t. III, p. 68, qui renvoie pour le texte au Mémorial Administratif du Luxembourg, 1816, p. 9.

l'exécution de l'arrêté du 17 mars 1816 furent désignés le 7 avril. L'activité de cette commission semble s'être bornée à rassembler les travaux préparatoires transmis par les gouverneurs des différentes provinces.

Dans un rapport confidentiel au roi des Pays-Bas, daté du 4 août 1817, relatif à la situation financière du royaume, le ministre des Finances Six van Oterleek insistait vivement sur la nécessité de liquider, enfin, l'ancienne dette constituée, ainsi que l'arriéré des Pays-Bas, et cela, malgré le déficit de 1817 et celui que l'on prévoyait pour 1818

³

Six insistait d'autant plus sur l'urgence de la liquidation de la dette et de l'arriéré, que l'on pouvait donner satisfaction aux créanciers à l'aide de titres de rentes sans les rembourser en numéraire. La question fut enfin réglée par la loi sur les finances du 9 février 1818, dont le chapitre II réglait la liquidation de l'ancienne dette constituée en rentes dans les provinces méridionales ainsi que l'arriéré des Pays-Bas

⁴

Sans entrer dans le détail de la procédure relative à l'introduction des réclamations, et des délais accordés pour la présentation des créances, rappelons qu'il s'agit des " dettes constituées en rentes à la charge de la généralité ou des différentes provinces et de leurs subdivisions, que le gouvernement français avait laissées en souffrance, ainsi que des dettes constituées en rentes à la charge des corporations religieuses et autres actuellement supprimées, quand et pour autant qu'elles avaient été privées de leurs biens "

La loi contenait encore les dispositions suivantes : " L'inscription au grand livre de la dette active aura lieu avec jouissance de rentes à partir du premier jour du semestre dans lequel les certificats auront été présentés à cet effet. Les intérêts arriérés des titres originaux réduits au tiers seront soldés en numéraire, du 1er janvier 1815 jusqu'au premier jour du semestre dans lequel les certificats seront émis. Quant aux créances susceptibles de liquidation qui consistent en rentes viagères, il en sera délivré des certificats constatant les rentes payées en dernier lieu, pour être inscrites à raison de leur montant intégral dans les grands-livres des rentes viagères de la dette nationale, avec jouissance à partir du premier jour de l'année dans lesquels ces certificats seront présentés. Les créances appartenant à l'arriéré des Pays-Bas seront payées en rentes de la dette active ; ces rentes seront payées en numéraire "

3 Voir Colenbrander, *Gedenkstukken der algemeene gesehiedenis van Nederland, achtste deel, 1815-1825, tweede stuk, 's Gravenhage, 1915, pp. 112-117*. Dans le même rapport, Six insistait également sur la répercussion qu'auraient, sur le Trésor, les sommes à rembourser à la France, en échange de la dette belge inscrite au grand livre de la dette française ; toutefois, ajoutait-il, on ne peut encore fournir de précisions sur ce point, car les travaux du conseiller Canneman, commissaire général de S. M. pour la liquidation avec le gouvernement français à Paris, ne sont pas encore terminés.

4 Voir le texte de la loi : *Pasinomie, 2e série, t. IV, pp. 299* ; voir également en note, *ibidem*, le discours du ministre des Finances, relatif à cette liquidation.

5

.

Il restait à appliquer les dispositions de la loi de liquidation. L'ancienne Commission qui avait été chargée en 1816 de l'examen des anciennes créances dans les provinces méridionales reçut démission honorable de ses fonctions en application d'un arrêté royal du 28 février 1818. Le même arrêté confia l'exécution du second chapitre de la loi du 9 février à une Commission générale de liquidation et décida que la Commission serait composée d'un président, d'un vice-président, de sept membres et d'un secrétaire et qu'il lui serait adjoint un référendaire de seconde classe et deux commis d'État

6

. La Commission fut placée sous la présidence du ministre des Finances Six van Oterleek et sous la vice-présidence du conseiller d'État E. van Gennep. Les membres en étaient J.-B. Exrik, ancien président de la Commission pour l'arriéré néerlandais dans les provinces du nord, le Jonkheer Clifford et F.-J. du Bus, membres des États généraux, J.-C. van der Kemp et F. Bareel, membres du Conseil du commerce et des Colonies, P.-J. de Bye, commissaire pour la liquidation avec la France, J.-B. Picard, membres de la Chambre des comptes à Bruxelles. Elle avait pour secrétaire S. Dassewael, secrétaire de la Chambre générale des comptes. Le référendaire de seconde classe, Jonkheer van der Gracht et deux commis d'État, G. van Elderen et J.-A. de Visch Eybergen, lui furent adjoints

7

.

La création de la Commission fut portée à la connaissance du public par la voie du supplément de la Gazette Générale, le 14 mars 1818. Les porteurs de créances étaient invités à présenter les pièces justificatives de leurs réclamations au local de la dite Commission à La Haye sur le Buitenhof. L'avis portait en outre l'indication des délais prescrits pour la présentation des réclamations

8

.

Le mode d'inscription au grand livre de la dette hollandaise de la dette austro-Belgique, transférée à la charge des Pays-Bas par la convention du 11 octobre 1815

9

, fut réglé par arrêté royal du 22 février 1816

10

.

5 Voir dans la Pasinomie, *ibidem*, pp. 300 et suiv., les articles de la loi sur les finances du 9 février 1818, concernant l'arriéré des Pays-Bas.

6 Cet arrêté non inséré au Journal Officiel est mentionné dans le supplément du 14 mars 1818 de la Gazette Générale ; il en existe un texte dans un recueil de traités, de lois et d'arrêtés, ayant appartenu à J.-B. Picard, maître des comptes. Ce recueil porte le n° 146a du présent inventaire.

7 Tous ces membres furent nommés par arrêté royal du 3 mars 1818 ; voir le texte de cet arrêté, *ibidem*.

8 Voir Pasinomie, 2e série, t. IV, pp. 318 et 338.

9 Voir ci-dessus, p. 5 ; voir aussi Gachard, *La dette austro-belge*, 1838.

10 Voir le texte de cet arrêté dans le Journal Officiel des Pays-Bas, t. XIV, pp. 235 et suiv., et dans la Pasinomie, 2e série, t. III, pp. 57 et suiv.

Aux termes de cet arrêté, la dette austro-belge fut convertie conformément à ce qui était prescrit par la loi du 14 mai 1814 pour le rétablissement de la dette nationale. La conversion devait être opérée par la Commission spéciale établie à Amsterdam, chargée des opérations résultant de la loi du 14 mai 1814.

Pendant que l'on réglait ainsi la liquidation des anciennes dettes déjà reconnues, l'Autriche s'efforça d'en faire admettre d'autres. Les négociations entamées en 1818 entre A. Piepers, représentant du roi des Pays-Bas, et le baron de Barbier, plénipotentiaire de l'Empereur, prirent fin dix ans plus tard à l'avantage de l'Autriche. Par la convention du 5 mai 1828

¹¹

, les Pays-Bas consentaient à payer un million de florins des Pays-Bas à l'Autriche, à la condition que celle-ci continuât à payer les pensions (et autres paiements analogues), dues à d'anciens employés belges, sauf à ceux retournés en Belgique avant 1814. De plus, le roi des Pays-Bas payait 12.000 florins à titre d'indemnité pour les pensions d'abbayes accordées antérieurement à 1794, que le gouvernement autrichien acquittait à certains individus résidant en Autriche. Il s'engageait encore à faire liquider les dettes contractées à titre de médianates et d'engagères

¹²

. Enfin on admettait à l'inscription au grand livre de la dette des Pays-Bas, toutes les obligations de la dette austro-belge trouvées dans les dépôts publics de l'Autriche ; comme compensation, les Pays-Bas rentraient dans les sommes trouvées dans certaines caisses publiques de l'ancienne Belgique et enlevées lors de l'évacuation de notre pays par les Autrichiens.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Le fonds inventorié ici fait partie d'un ensemble de documents remis à la Belgique en exécution de l'article 64 de la convention du 5 novembre 1842, relative au partage de la dette hollando-belge

¹³

; il fut versé en 1843, et en plusieurs fois, par l'entremise de M. de Visch Eybergen,

¹¹ Pasinomie, 3e série, t. IX, pp. 139 et suiv.

¹² Il est curieux de constater qu'un arrêté royal de 1823, se fondant sur un rapport de la Commission de liquidation de La Haye, et sur un rapport du conseiller Piepers, commissaire aux négociations avec la cour d'Autriche, rejette comme ne pouvant être liquidées dans l'esprit de la loi du 9 février 1818, relative à l'ancienne dette constituée, les créances résultant de médianates et d'engagères. Cf. Archives de la liquidation de l'ancienne dette constituée et de l'arriéré des Pays-Bas, dossier n° 671.

¹³ On trouvera un exposé détaillé et précis de toutes les négociations qui précédèrent la convention du 5 novembre 1842, basée, conformément au traité de 1839, sur le principe de non-liquidation, ainsi que l'analyse du texte de cette convention dans l'ouvrage de E. Nicolai, *Etude historique et critique sur la dette publique en Belgique*, dans les Mémoires couronnés de l'Académie royale de Belgique, Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 2e série, t. VIII, in-4°, 1921, p. 1 à 65.

secrétaire de la Chambre générale des comptes et délégué par le roi des Pays-Bas, à M. Donny, membre belge de la Commission mixte d'Utrecht délégué par le gouvernement du roi des Belges

¹⁴

.

¹⁴ Voir le registre d'inventaires des archives remises par la Hollande, Archives Générales Du Royaume, Ministère des Finances, n° 92 /2.

Contenu et structure

CONTENU

Ces archives déposées tout d'abord au Ministère des Finances, se composaient de plusieurs catégories distinctes :

Les anciens registres aux levées d'argent et aux rentes qui avaient été extraits des archives des différentes provinces et qui avaient été confiés à partir de 1818 à la Commission de La Haye en vue de la vérification des différentes créances réclamées.

Les travaux préparatoires des préfets des divers départements, dont la plupart avaient été déposés primitivement à Paris, à la direction générale de la liquidation française.

Les travaux du Commissariat général de liquidation avec la France, 1816-1818.

Les travaux de la Commission de liquidation créée par arrêté du 17 mars 1816.

Les actes de la Commission générale de liquidation à La Haye, 1818-1830 ; cette dernière absorba à titre de documentation ou de rétroactes les archives de tous les organismes précités.

Un premier versement fut effectué aux Archives en 1850. Il comprenait les registres aux levées d'argent et aux rentes des États, des provinces et des corporations supprimées (ceux-ci furent immédiatement remis par les soins de l'archiviste général Gachard, à leurs dépôts respectifs), les archives de la liquidation par la France : travaux des préfets, visas préparatoires, les travaux du commissariat général de liquidation avec la France, ceux de la Commission de 1816 et vingt registres d'inscriptions au grand livre de la dette autrichienne. En 1853, un nouvel envoi amena aux Archives du Royaume un nombre considérable de liasses et de registres de la Commission générale de liquidation de La Haye. Toutefois, Gachard, se basant sur l'inventaire qui y était joint, constata que le fonds était incomplet. Il y manquait environ 2.000 numéros ; ceux-ci furent déposés aux archives en 1859. Il s'agissait surtout de dossiers de réclamations de créances

¹⁵

L'ensemble des archives intéresse avant tout l'histoire financière de notre pays depuis la fin de l'ancien régime jusqu'en 1830. Les dossiers des visas préparatoires des départements et surtout les dossiers de réclamations de la Commission de La Haye constituent une mine de renseignements d'ordre individuel et généalogique. Les réclamations sont introduites par les rentiers : individus ou établissements religieux de bienfaisance (ou par les fondés de pouvoirs de ceux-ci), désireux d'obtenir la conversion en

15 Pour ce qui regarde ces versements, voir Archives Générales Du Royaume, Ministère des Finances, n° 88, dossier 1.

inscriptions au grand livre, ainsi que le paiement des intérêts arriérés d'anciennes créances à charge des États ou des corporations supprimées. Bon nombre de ces dossiers renferment des titres originaux de constitutions d'anciennes rentes. Signalons aussi l'intérêt que présentent les réclamations d'émigrés, et celles des héritiers des fonctionnaires engagistes du régime autrichien.

MODE DE CLASSEMENT

Bien que les archives des différents bureaux de liquidation aient servi de rétroactes à la Commission de La Haye, il n'a pas été possible, étant donné la masse considérable de documents, de les reporter en annexe aux travaux de l'organisme créé en 1818. Le seul classement pratique était donc celui qui respectait l'ordre chronologique des travaux. Toutefois, les vingt registres d'inscriptions au grand livre de la dette autrichienne ont été mis en annexe. Seul vestige qui nous soit parvenu de la liquidation de la dette autrichienne constituée en rentes, ils furent sans doute confrontés au moment de la conversion, en application de l'article 11 de l'arrêté de février 1816, avec les obligations originales, et déposés ensuite à la Commission de La Haye.

Toutes les réclamations sont numérotées. Il suffit pour les retrouver, de consulter l'index alphabétique (n° 290 de l'inventaire) des noms de titulaires de rentes figurant aux registres généraux d'inscriptions relatifs aux réclamations à charge de l'ancienne dette constituée.

Chaque réclamation porte un numéro d'ordre permettant de retrouver le dossier du rapport ou verbal qui s'y rapporte, ainsi que le numéro de l'état de liquidation ou de rejet sur lequel la créance a été portée

¹⁶

.

¹⁶ Voir également la remarque au n° 290, p. 30 de l'inventaire.

Description des séries et des éléments

I. - LIQUIDATION PAR LA FRANCE : TRAVAUX DES PRÉFETS (1798-1808).

DÉPARTEMENT DE LA DYLE.

1 - 4 AGENDAS DU BUREAU DE LIQUIDATION RELATIFS AUX DEMANDES DE VISAS PRÉPARATOIRES :

- 1** Agenda commençant à la réclamation 1 (25 messidor an XI) et finissant à la réclamation 1183 (2 complémentaire an XII) avec un fragment d'index numérique jusqu'au n° 118.
1183-1804
 - 2** Agenda commençant à la réclamation 1184 (2 complémentaire an XII), et finissant à la réclamation n° 2386 (6 vendémiaire an XIII).
1184-1805
 - 3** Agenda commençant à la réclamation 2387 (6 vendémiaire an XIII), et finissant à la réclamation n° 2913 (29 janvier 1808).
1804-1805
 - 4** Agenda commençant à la réclamation 1 (22 pluviôse an IV), et finissant à la réclamation n° 108 (30 ventôse an XIII). (Créances exigibles au-dessous de 3.000 livres, non constituées en rentes).
1795-1805
- 5 - 11 SÉRIE DE VISAS PRÉPARATOIRES DES RENTES PERPÉTUELLES ET VIAGÈRES, CORRESPONDANT AUX AGENDAS 1 À 4 :
- 5** Dossiers 1-99. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
 - 6** Dossiers 100-200. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
 - 7** Dossiers 201-300. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
 - 8** Dossiers 301-400. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
 - 9** Dossiers 401-500. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).

- 10** Dossiers 501-600. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
- 11** Dossiers 601-700. (Correspondant à l'Agenda n° 1.).
- 12** 12 - 34 SÉRIE DE VISAS PRÉPARATOIRES DES RENTES PERPÉTUELLES ET VIAGÈRES, CORRESPONDANT AUX AGENDAS 1 À 4.
Dossiers 701-800. (Correspondant à l'Agenda n° 1).
- 13** Dossiers 801-900. (Correspondant à l'Agenda n° 1).
- 14** Dossiers 901-1000. (Correspondant à l'Agenda n° 1).
- 15** Dossiers 1001-1100. (Correspondant à l'Agenda n° 1).
- 16** Dossiers 1101-1200. (Correspondant aux Agendas nos 1 et 2).
- 17** Dossiers 1201-1299. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 18** Dossiers 1301-1400. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 19** Dossiers 1401-1500. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 20** Dossiers 1501-1600. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 21** Dossiers 1601-1700. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 22** Dossiers 1702-1800. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 23** Dossiers 1801-1900. (Correspondant à l'Agenda n° 2).

-
- 24** Dossiers 1901-2000. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 25** Dossiers 2001-2175. (Correspondant à l'Agenda n° 2).
- 26** Dossiers 2176-2390. (Correspondant aux Agendas nos 2 et 3).
- 27** Dossiers 2401-2500. (Correspondant à l'Agenda n° 3).
- 28** Dossiers 2501-2600. (Correspondant à l'Agenda n° 3).
- 29** Dossiers 2601-2700. (Correspondant à l'Agenda n° 3).
- 30** Dossiers 2701-2800. (Correspondant à l'Agenda n° 3).
- 31** Dossiers 2801-2870. (Correspondant à l'Agenda n° 3).
- 32** Dossiers 2871-2935. (Plus un dossier 6936).
- 33** Dossiers 1 à 108. (Correspondant à l'Agenda no 4).
- 34** Dossiers 1 à 157. (Créances sur l'Université de Louvain).

DÉPARTEMENT DES DEUX-NÈTHES.

35 - 37 REGISTRES DE DÉPÔTS DE RENTES EFFECTUÉS AVANT LE 1ER GERMINAL AN XIII :

- 35** Registre de dépôts des rentes commençant par l'enregistrement d'un dépôt en date du 12 prairial an XII, et se terminant par un enregistrement du 15 thermidor suivant. - Une pièce annexe : analyse sommaire du contenu du registre et du registre n° 37.
1803-1804

- 36** Registre, double du précédent, avec une table alphabétique des noms des créanciers.
1804-1805
- 37** Registre de dépôts des rentes commençant par l'enregistrement d'un dépôt en date du 15 thermidor an XII, et se terminant par un enregistrement du 20 messidor an XII.
1803-1804
- 38** État des rentes visées à la préfecture et qui ont été déposées avant le 1er germinal an XIII.
1804-1805
- 39** État des rentes non visées et qui ont été déposées à la préfecture avant le 1er germinal an XIII.
1804-1805
- 40** Double de l'état précédent contenant en outre de la correspondance.
- 41** Double du registre précédent : il comprend en outre un état supplémentaire de 201 titres à charge de divers établissements et déposés dans les bureaux de la préfecture des Deux-Nèthes antérieurement au 1er germinal an XIII : États A et B.
1804-1805
- 42** État des créanciers au profit desquels le préfet a liquidé provisoirement des titres de rentes à charge des établissements supprimés : État C.
- 43** Tableau des demandes en liquidation concernant des rentes perpétuelles à charge des différentes corporations religieuses et sur les États de Brabant, an XI : État D.
1802-1803
- 44** État des demandes en liquidation des rentes perpétuelles et viagères sur des corporations religieuses et autres établissements, an XI : État E.
1802-1803
- 45** État des rentes déposées au bureau de la préfecture antérieurement au 1er germinal an XIII, qui n'ont pas été visées. Cet état est suivi du bordereau des rentes qui ont été envoyées de la liquidation générale pour être liquidées préparatoirement par le préfet : État F.
1804-1805

DÉPARTEMENT DE L'ESCAUT.

46 - 48 REGISTRES DES TITRES DE RENTES CONSTITUÉES PERPÉTUELLES SOUMIS AU VISA DU PRÉFET EN EXÉCUTION DES LOIS DES 24 FRIMAIRE ET 5 PRAIRIAL AN VI :

- 46** Registre mentionnant l'enregistrement des titres 1 à 2351, visé par le préfet le 1er vendémiaire an XIII (1).
1804-1805
- 47** Suite du n°46, mentionnant l'enregistrement des titres 2352 à 4910, visé par le préfet le 1er vendémiaire an XIII ; avec un index alphabétique détaché.
1804-1805
- 48** Suite du n°47, mentionnant l'enregistrement des titre 4911 à 6419 ; même date.
1797-1798
- 49** Registre des titres de rentes constituées viagères soumis au visa du préfet en exécution des lois des 24 frimaire et 5 prairial an VI; avec un index alphabétique.
1797-1798
- 50** Bordereaux de titres de rentes constituées, perpétuelles et viagères, adressés par le préfet, après avoir été visés par lui, au liquidateur général de la dette publique ; avec lettres de renvoi des bordereaux et accusés de réception des titres émanant du liquidateur : Bordereaux 1 à 45.
- 51** Bordereaux de titres de rentes constituées, perpétuelles et viagères, adressés par le préfet, après avoir été visés par lui, au liquidateur général de la dette publique ; avec lettres de renvoi des bordereaux et accusés de réception des titres émanant du liquidateur : Bordereaux 46 à 91.

DÉPARTEMENT DE JEMAPPES.

- 52** Répertoire alphabétique des noms des créanciers inscrits sur les visas préparatoires du département de Jemappes (1).

53 - 92 SÉRIE DE DOSSIERS DE VISAS PRÉPARATOIRES DES TITRES DE RENTES DU DÉPARTEMENT DE JEMAPPES, ET DE CORRESPONDANCE DU PRÉFET RELATIVE À CES VISAS :

- 53** Dossiers 1 à 3.
- 54** Dossiers 3 à 6.
- 55** Dossiers 7 à 15.
- 56** Dossiers 16 à 28.
- 57** Dossiers 29 à 61.
- 58** Dossiers 62 à 80.
- 59** Dossiers 81 à 120.
- 60** Dossiers 121 à 165.
- 61** Dossiers 166 à 197.
- 62** Dossiers 198 à 259.
- 63** Dossiers 260 à 325.
- 64** Dossiers 326 à 412.
- 65** Dossiers 413 à 500.
- 66** Dossiers 501 à 581.

- 67** Dossiers 582 à 649.
- 68** Dossiers 650 à 731.
- 69** Dossiers 732 à 798.
- 70** Dossiers 799 à 882.
- 71** Dossiers 883 à 930.
- 72** Dossiers 931 à 1042.
- 73** Dossiers 1043 à 1120.
- 74** Dossiers 1121 à 1192.
- 75** Dossiers 1193 à 1266.
- 76** Dossiers 1267 à 1338.
- 77** Dossiers 1339 à 1426.
- 78** Dossiers 1427 à 1506.
- 79** Dossiers 1507 à 1566.
- 80** Dossiers 1567 à 1642.
- 81** Dossiers 1643 à 1724.

82 Dossiers 1725 à 1795.

83 Dossiers 1796 à 1848.

84 Dossiers 1849 à 1942.

85 Dossiers 1943 à 1999.

86 Dossiers 2000 à 2048.

87 Dossiers 2049 à 2119.

88 Dossiers 2121 à 2250.

89 Dossiers 2251 à 2276.

90 Dossiers 2277 à 2294.

91 Dossiers 2295 à 2316.

92 Dossiers des visas du bureau de bienfaisance de Mons.

DÉPARTEMENT DE LA LYS.

93 Registre contenant les bordereaux des titres visés et transmis à différentes époques par la préfecture au directeur général de la liquidation de la dette publique à Paris. Brumaire an XII à février 1808.
1803-1808

94 Table des visas préparatoires de la province de Flandre occidentale (1).

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE INFÉRIEURE.

95 État particulier des dettes passives des établissements religieux supprimés par la loi du 15 fructidor an IV.
1795-1796

96 Registre des états nominatifs des religieux et religieuses des couvents supprimés, bureau des domaines, an V.
1796-1797

DÉPARTEMENT DE L'OURTHE.

97 Relevé général des créances qui faisaient partie de la liquidation opérée par les préfets et affectant les États et les corporations supprimées du Pays de Liège ; avec un index alphabétique.

II. - TRAVAUX DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL DE LIQUIDATION AVEC LA FRANCE (1816-1818) (1).

98 Minutes de la correspondance envoyée par les délégués du roi des Pays-Bas aux commissaires de S. M. T. Ch. en 1816 et 1817, leur faisant parvenir les états de réclamations sur rentes liquidées et non liquidées par la France (2). 1816-1817

99 - 116 REGISTRES D'INSCRIPTION AU GRAND LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE DE FRANCE DES RENTES BELGES CRÉÉES PAR LES ÉTATS, LES CORPORATIONS RELIGIEUSES ET LES CORPORATIONS CIVILES :

99 Registre d'inscription des rentes créées par les États de Flandre.

100 Registre d'inscription des rentes créées par les États de Brabant.

101 Registre d'inscription des rentes créées par les États de Hainaut.

102 Registre d'inscription des rentes créées par les États de Liège.

103 Registre d'inscription des rentes créées par les États de Luxembourg, Limbourg, Gueldre autrichienne, Namur.

104 Registre d'inscription des rentes créées par les pays d'État, châtelainies, verges, prévôtés, villes et divers établissements débiteurs.

105 Registre d'inscription des rentes créées par les abbayes. Tome I, lettres A à N.

106 Registre d'inscription des rentes créées par les abbayes. Tome II, lettres O à W.

107 Registre d'inscription des rentes créées par les collégiales et les chapitres.

108 Registre d'inscription des rentes créées par les couvents.

-
- 109** Registre d'inscription des rentes créées par les corporations religieuses, collégiales et chapitres.
- 110** Registre d'inscription des rentes créées par les corporations civiles, par un établissement débiteur dont on n'a pu connaître l'emplacement, les titres ayant été détruits, et par divers établissements débiteurs situés en France et compris par erreur dans la liquidation de la rente belge.
- 111** Registre intitulé : Dettes exigibles.
- 112** État récapitulatif des rentes belges inscrites au grand livre de la dette publique de France et remboursées à cette puissance en vertu de la convention du 25 avril 1818 ; il désigne tous les établissements débiteurs, suivant leur division en trois chapitres et les sommes des rentes créées originairement par chacun d'entre eux, telles qu'elles ont été fixées par la liquidation qui en a été faite par le gouvernement français.
1818-1818
- 113** États généraux des rentes belges inscrites au grand livre de la dette publique de France : Vol. I : trente cahiers originaux remis au commissaire du gouvernement des Pays-Bas, pour la liquidation avec la France, par les commissaires de S. M. T. Ch. à l'appui de leur note du 18 avril 1816, par suite des dispositions de l'article 21 du traité du 30 mai 1814 et des articles 6 et 7 de la convention du 20 novembre 1815. - Le premier cahier contient l'indication des créances des hospices civils de Bruges et de particuliers liquidées pendant les mois de messidor et de thermidor an X. Les 29 cahiers suivants mentionnent la liquidation des créances des neufs départements, de vendémiaire an XII à thermidor an XIII.
1801-1816
- 114** États généraux des rentes belges inscrites au grand livre de la dette publique de France : Vol. II : mêmes indications que pour le n° 113. Trente-six cahiers, créances liquidées de janvier 1806 à janvier 1808.
1806-1808
- 115** États généraux des rentes belges inscrites au grand livre de la dette publique de France : Vol. III : trente cahiers, créances liquidées de février 1808 à septembre 1809.
1808-1809
- 116** États généraux des rentes belges inscrites au grand livre de la dette

publique de France, titre III, vingt-quatre cahiers, nivôse an XI, aux premiers
mois de 1810.
1802-1810

III. - TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LIQUIDATION CRÉÉE PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 17 MARS 1816 (1816-1818).

117 - 121 REGISTRES ALPHABÉTIQUES DES FICHES DE L'ANCIENNE DETTE CONSTITUÉE CONTENANT LES INDICATIONS SUIVANTES : NUMÉROS D'ORDRE, NOM DU TITULAIRE, CAPITAL DE LA RENTE, SON OBJET, NUMÉRO DE LA LIQUIDATION, RENTE INSCRITE, NUMÉRO D'INSCRIPTION AU GRAND LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE DE FRANCE :

117 Registre lettres A-C.

118 Registre lettres D-H.

119 Registre lettres I-N.

120 Registre lettres O-S.

121 Registre lettres T-Z.

122 - 125 RENTES LIQUIDÉES PAR LA FRANCE :

122 État A, désignant les articles de rentes dont les titulaires à l'époque de la liquidation étaient cessionnaires de créanciers originaires.

123 État B, désignant les articles de rentes dont les créanciers titulaires, à l'époque de la liquidation, l'étaient devenus comme héritiers des créanciers originaires; avec un index alphabétique des noms des créanciers originaires.

124 Indicateur alphabétique des rentes liquidées au profit des cessionnaires et héritiers. Cet indicateur dressé à la Commission générale de La Haye correspond aux deux registres précédents. Les noms accompagnés de l'indice a se rapportent à l'état A, n° 122 ; les noms accompagnés de l'indice b se rapportent à l'état B, n° 123.

125 État désignant les articles de rentes dont les titres ont été reconnus adirés lors de la liquidation.

126 - 127 ÉTATS DE RENTES NON LIQUIDÉES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

- 126** État des rentes sur les États, châtellemes, provinces, etc. produites en liquidation devant le gouvernement français.
- 127** État des rentes sur des corporations religieuses et autres présumées hypothéquées et dont la liquidation n'a point été opérée par le gouvernement français.

128 - 138 ÉTATS D'ANCIENNES CRÉANCES À CHARGE DES ÉTATS DES PROVINCES QUI N'ONT PAS ÉTÉ LIQUIDÉES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

- 128** Bordereaux des réclamations du Brabant méridional.
- 129** Bordereaux des réclamations du Brabant septentrional.
- 130** Bordereaux des réclamations de la province d'Anvers, avec un index alphabétique détaché.
- 131** Bordereaux des réclamations du département des Deux-Nèthes concernant les dettes passives des corporations religieuses.
- 132** Registre concernant l'annotation de cinq catégories de créances de la province d'Anvers, dressé en 1816 par un bureau désigné par le maire d'Anvers.
1816-1816
- 133** Bordereaux des réclamations de la Flandre orientale.
- 134** Bordereaux des réclamations de la province de Hainaut.
- 135** Bordereaux des réclamations de la province de Liège, auxquels est annexé un cahier : copie de la correspondance du préfet et de la Commission des hospices, concernant la liquidation des créances à charge de l'État et des

corporations supprimées, du 9 ventôse an XII au 12 février 1806.
1803-1806

136 Bordereaux des réclamations de la province de Namur.

137 Bordereaux des réclamations de la province de Limbourg.

138 Bordereaux des réclamations de la province de Luxembourg.

***139 - 145 RÉPERTOIRES ALPHABÉTIQUES DES ANCIENNES CRÉANCES
NON LIQUIDÉES PAR LA FRANCE SE RAPPORTANT AUX ÉTATS DÉCRITS
AUX NOS 128 À 138 :***

139 Brabant méridional.

140 Flandre occidentale.

141 Province de Hainaut.

142 Province de Liège.

143 Province de Namur.

144 Province de Limbourg.

145 Province de Luxembourg.

IV. - TRAVAUX DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES LIQUIDATIONS A LA HAYE CRÉÉE PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 3 MARS 1818 (1818-1830).

146 a Recueil de traités, de conventions, de lois et d'arrêtés relatifs à la liquidation des anciennes créances, ayant appartenu à J.-B. Picard, maître des comptes, membre de la Commission des liquidations.

146 b Arrêtés royaux approuvant les décisions de la Commission concernant les états de liquidation et de rejet des rentes perpétuelles et viagères (originaux), années 1819 à 1830.
1819-1830

147 - 153 ÉTATS DE LIQUIDATION DE RENTES PERPÉTUELLES DE L'ANCIENNE DETTE CONSTITUÉE :

147 États I à XXV, rentes nos 1 à 3094, février 1819-février 1821.
1819-1821

148 États XXVI à LIII, rentes nos 3095 à 6020, mars 1821-juillet 1823.
1821-1823

149 États LIV à LXXVII, rentes nos 6021 à 8552, août 1823-juillet 1825.
1823-1825

150 États LXXVIII à LXXXIX, rentes nos 8553 à 11738, août 1825 à septembre 1826.
1825-1826

151 États LXXXX à XCIII, plus un état supplémentaire, rentes nos 11739 à 14573, octobre 1826 à janvier 1827.
1826-1827

152 États XCIV à XCV, rentes nos 14574 à 17169, février 1827 à août 1827.
1827-1827

153 États CI à CIX, rentes nos 14170 à 19585, septembre 1827 à juin 1830.
1827-1830

154 - 158 ÉTATS DE REJET DE RENTES PERPÉTUELLES DE L'ANCIENNE DETTE CONSTITUÉE :

154 États I à XLII, rentes nos 1 à 2719, octobre 1820 à septembre 1824.
1820-1824

155 États XLIII à LXIV, rentes nos 2720 à 5371, octobre 1824 à septembre 1826.

1824-1826

- 156** États LXV à LXXII, rentes nos 5372 à 7878, octobre 1826 à mai 1827.
1826-1827
- 157** États LXXIII à LXXXV, rentes nos 7879 à 9972, juin 1827 à septembre 1828.
1827-1828
- 158** États I à XXX de liquidation et de rejet de rentes viagères nos 1 à 276, octobre 1821 à juin 1828.
1821-1828
- 159 - 214 DOSSIERS DE RAPPORTS ET VERBAUX : DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION RELATIVES À DES LIQUIDATIONS, 9 JUIN 1818-18 DÉCEMBRE 1828 :**
- 159** Dossiers 9 juin 1818 - 22 juin 1819.
1818-1819
- 160** Dossiers 5 juillet 1819 - 18 décembre 1819.
1819-1819
- 161** Dossiers 4 janvier 1820 - 30 mai 1820.
1820-1820
- 162** Dossiers 1 juin 1820 - 19 décembre 1820.
1820-1820
- 163** Dossiers 2 janvier 1821 - 12 juin 1821.
1821-1821
- 164** Dossiers 19 juin 1821 - 13 décembre 1821.
1821-1821
- 165** Dossiers 2 janvier 1822 - 16 juillet 1822.
1822-1822
- 166** Dossiers 23 juillet 1822 - 31 décembre 1822.
1822-1822
- 167** Dossiers 7 janvier 1823 - 29 mai 1823.
1823-1823
- 168** Dossiers 10 juin 1823 - 30 décembre 1823.
1823-1823

- 169** Dossiers 6 janvier 1824 - 27 juillet 1824.
1824-1824
- 170** Dossiers 3 août 1824 - 28 décembre 1824.
1824-1824
- 171** Dossiers 4 janvier 1825 - 31 mai 1825.
1825-1825
- 172** Dossiers 31 mai 1825 - 18 juillet 1825.
1825-1825
- 173** Dossiers 26 juillet 1825 - 6 septembre 1825.
1825-1825
- 174** Dossiers 13 septembre 1825 - 30 décembre 1825.
1825-1825
- 175** Dossiers 3 janvier 1826 - 24 janvier 1826.
1826-1826
- 176** Dossiers 31 janvier 1826.
1826-1826
- 177** Dossiers 7 février 1826 - 21 février 1826.
1826-1826
- 178** Dossiers 28 février 1826 - 14 mars 1826.
1826-1826
- 179** Dossiers 21 mars 1826 - 29 août 1826.
1826-1826
- 180** Dossiers 5 septembre 1826 - 20 septembre 1826.
1826-1826
- 181** Dossiers 6 octobre 1826 - 10 octobre 1826.
1826-1826
- 182** Dossiers 17 octobre 1826 - 7 novembre 1826.
1826-1826
- 183** Dossiers 21 novembre 1826.
1826-1826

-
- 184** Dossiers 21 novembre 1826 - 28 novembre 1826.
1826-1826
- 185** Dossiers 21 novembre 1826 - 28 novembre 1826.
1826-1826
- 186** Dossiers 5 décembre 1826 - 12 décembre 1826.
1826-1826
- 187** Dossiers 12 décembre 1826 - 29 décembre 1826.
1826-1826
- 188** Dossiers 2 janvier 1827 - 9 janvier 1827.
1827-1827
- 189** Dossiers 16 janvier 1827.
1827-1827
- 190** Dossiers 28 janvier 1827 - 6 février 1827.
1827-1827
- 191** Dossiers 6 février 1827 - 13 février 1827.
1827-1827
- 192** Dossiers 20 février 1827 - 27 février 1827.
1827-1827
- 193** Dossiers 27 février 1827 - 6 mars 1827.
1827-1827
- 194** Dossiers 13 mars 1827 - 20 mars 1827.
1827-1827
- 195** Dossiers 27 mars 1827 - 10 avril 1827.
1827-1827
- 196** Dossiers 10 avril 1827 - 24 avril 1827.
1827-1827
- 197** Dossiers 1 mai 1827 - 15 mai 1827.
1827-1827
- 198** Dossiers 22 mai 1827 - 29 mai 1827.
1827-1827

- 199** Dossiers 5 juin 1827 - 19 juin 1827.
1827-1827
- 200** Dossiers 26 juin 1827 - 17 juillet 1827.
1827-1827
- 201** Dossiers 20 juillet 1827 - 4 août -1827.
1827-1827
- 202** Dossiers 21 août 1827 - 11 septembre 1827.
1827-1827
- 203** Dossiers 18 septembre 1827 - 16 octobre 1827.
1827-1827
- 204** Dossiers 23 octobre 1827 - 20 novembre 1827.
1827-1827
- 205** Dossiers 27 novembre 1827 - 25 décembre 1827.
1827-1827
- 206** Dossiers 1 janvier 1828 - 29 janvier 1828.
1828-1828
- 207** Dossiers 29 janvier 1828 - 19 février 1828.
1828-1828
- 208** Dossiers 19 février 1828 - 4 mars 1828.
1828-1828
- 209** Dossiers 11 mars 1828 - 1 avril 1828.
1828-1828
- 210** Dossiers 8 avril 1828 - 15 avril 1828.
1828-1828
- 211** Dossiers 15 avril 1828 - 20 mai 1828.
1828-1828
- 212** Dossiers 20 mai 1828 - 3 juin 1828.
1828-1828
- 213** Dossiers 6 juin 1828 - 17 juin 1828.
1828-1828

214 Dossiers 17 juin 1828 - 18 décembre 1828.
1828-1828

**215 - 221 CORRESPONDANCE DE LA COMMISSION : LETTRES REÇUES,
MINUTES DE LETTRES EXPÉDIÉES. 28 NOVEMBRE 1825 AU 9 SEPTEMBRE
1830 :**

215 Correspondance du 28 novembre 1825 au 19 décembre 1826.
1825-1826

216 Correspondance de janvier 1827 au 8 mai 1827.
1827-1827

217 Correspondance du 11 mai 1827 au 25 décembre 1827.
1827-1827

218 Correspondance du 1er janvier 1828 au 13 mars 1828.
1828-1828

219 Correspondance du 15 mars 1828 au 31 décembre 1828.
1828-1828

220 Correspondance du 15 janvier 1829 au 30 décembre 1829.
1829-1829

221 Correspondance du 21 janvier 1830 au 9 septembre 1830.
1830-1830

**222 - 228 AGENDAS RELATIFS AUX SÉANCES DE LA COMMISSION ET
RÉPERTOIRES ALPHABÉTIQUES DE CES AGENDAS, 3 JANVIER 1826 - 7
OCTOBRE 1830 :**

222 Agenda relatif aux séances du 3 janvier 1826 au 26 décembre 1826.
1826-1826 1 registre.

223 Agenda relatif aux séances du 2 janvier 1827 au 25 décembre 1827.
1827-1827 1 liasse.

224 Agenda du 1er janvier 1828 au 31 décembre 1828.
1828-1828 1 liasse.

225 Agenda du 8 janvier 1829 au 31 décembre 1829.
1829-1829 1 liasse.

-
- | | | |
|------------|-----------------------------------------------------------------|-------------|
| 226 | Agenda du 7 janvier 1830 au 7 octobre 1830.
1830-1830 | 1 liasse. |
| 227 | Indicateur alphabétique de l'agenda n° 222.
1826-1830 | 1 registre. |
| 228 | Indicateur alphabétique des agendas nos 223 à 226.
1826-1830 | 1 registre. |

***229 - 243 REGISTRES PARTICULIERS D'INSCRIPTIONS DE RENTES SUR
LES ÉTATS DES DIVERSES PROVINCES DONT LES TITRES ORIGINAIRES
ONT ÉTÉ PRODUITS; REGISTRES SUPPLÉMENTAIRES D'ANNOTATIONS
POUR LESQUELLES LES TITRES N'ONT PAS ÉTÉ PRODUITS :***

- | | |
|------------|------------------------------------------------|
| 229 | Province de Brabant : Registre particulier. |
| 230 | Province de Brabant : Registre supplémentaire. |
| 231 | Flandre : Registre particulier. |
| 232 | Flandre : Registre supplémentaire. |
| 233 | Province de Hainaut : Registre particulier. |
| 234 | Province de Hainaut : Registre supplémentaire. |
| 235 | Province de Hainaut : Registre supplémentaire. |
| 236 | Province de Liège : Registre particulier. |
| 237 | Province de Liège : Registre supplémentaire. |
| 238 | Province de Namur : Registre particulier. |
| 239 | Province de Namur : Registre supplémentaire. |

240 Province de Limbourg : Registre particulier.

241 Province de Limbourg : Registre supplémentaire.

242 Province de Luxembourg : Registre particulier.

243 Province de Luxembourg : Registre supplémentaire.

244 - 257 REGISTRES SEMBLABLES POUR LES RENTES SUR LES CORPORATIONS :

244 Province de Brabant : Registre particulier.

245 Province de Brabant : Registre supplémentaire.

246 Flandre : Registre particulier.

247 Flandre : Registre supplémentaire.

248 Province de Hainaut : Registre particulier.

249 Province de Hainaut : Registre supplémentaire.

250 Province de Liège : Registre particulier.

251 Province de Liège : Registre supplémentaire.

252 Province de Namur : Registre particulier.

253 Province de Namur : Registre supplémentaire.

254 Province de Limbourg : Registre particulier.

255 Province de Limbourg : Registre supplémentaire.

256 Province de Luxembourg : Registre particulier.

257 Province de Luxembourg : Registre supplémentaire.

258 - 267 REGISTRES SEMBLABLES POUR LES RENTES VIAGÈRES :

258 Province de Brabant : Registre particulier.

259 Province de Brabant : Registre supplémentaire.

260 Province de Flandre : Registre particulier.

261 Province de Flandre : Registre supplémentaire.

262 Province de Hainaut : Registre particulier.

263 Province de Hainaut : Registre supplémentaire.

264 Province de Liège : Registre particulier.

265 Province de Liège : Registre supplémentaire.

266 Province de Namur : Registre particulier.

267 Province de Namur : Registre supplémentaire.

268 - 274 TABLES ALPHABÉTIQUES DES NOMS DES TITULAIRES DE RENTES INSCRITS AUX REGISTRES NOS 229 À 267 :

268 Province de Brabant.

269 Flandre.

270 Province de Hainaut.

271 Province de Liège.

272 Province de Namur.

273 Province de Limbourg.

274 Province de Luxembourg.

275 - 285 ÉTATS DES RÉCLAMATIONS ENVOYÉES PAR LA COMMISSION AUX GOUVERNEURS DE PROVINCES, AUX FINS D'ÊTRE VÉRIFIÉES EN EXÉCUTION D'UN ARRÊTÉ ROYAL DU 17 MARS 1825 :

275 Province de Brabant.
1825-1825

276 Province de Flandre orientale.
1825-1825

277 Province de Flandre occidentale.
1825-1825

278 Province de Hainaut.
1825-1825

279 Province de Liège.
1825-1825

280 Province de Namur.

1825-1825

281 Province de Namur (copie du précédent) (1).
1825-1825

282 Province d'Anvers.
1825-1825

283 Province de Limbourg.
1825-1825

284 Province de Luxembourg.
1825-1825

285 État ne portant pas d'indication de province.
1825-1825

***286 - 290 REGISTRES GÉNÉRAUX D'INSCRIPTION RELATIFS AUX
RÉCLAMATIONS À CHARGE DE L'ANCIENNE DETTE CONSTITUÉE :***

286 Registre contenant les inscriptions 1 à 3192 (1).

287 Registre contenant les inscriptions 3193 à 6606 (1).

288 Registre contenant les inscriptions 6607 à 9693 (1).

289 Registre intitulé "Nieuw register" contenant les inscriptions 1 à 1611 (1).
1611-1611

290 Index alphabétique des noms des titulaires de rentes figurant aux registres
nos 286 à 289 (1).

***291 - 605 DOSSIERS DES RÉCLAMATIONS À CHARGE DE L'ANCIENNE
DETTE CONSTITUÉE, INSCRITES AUX REGISTRES 286 À 288 :***

291 Réclamations 1-50.

292 Réclamations 51-90.

-
- 293** Réclamations 91-115.
- 294** Réclamations 116-150.
- 295** Réclamations 151-180.
- 296** Réclamations 181-220.
- 297** Réclamations 221-270.
- 298** Réclamations 271-310.
- 299** Réclamations 311-330.
- 300** Réclamations 331-360.
- 301** Réclamations 361-400.
- 302** Réclamations 401-440.
- 303** Réclamations 441-496.
- 304** Réclamations 497 /1.
- 305** Réclamations 497 /2.
- 306** Réclamations 498 /1.
- 307** Réclamations 498 /2.

- 308** Réclamations 499-530.
- 309** Réclamations 531-555.
- 310** Réclamations 556-585.
- 311** Réclamations 586-610.
- 312** Réclamations 611-635.
- 313** Réclamations 636-660.
- 314** Réclamations 661-690.
- 315** Réclamations 691-715.
- 316** Réclamations 716-735.
- 317** Réclamations 736-770.
- 318** Réclamations 771-805.
- 319** Réclamations 806-840.
- 320** Réclamations 841-850.
- 321** Réclamations 851-875.
- 322** Réclamations 876-899.

-
- 323** Réclamations 900-903.
- 324** Réclamations 904-910.
- 325** Réclamations 911-924.
- 326** Réclamations 925-955.
- 327** Réclamations 956-975.
- 328** Réclamations 976-1010.
- 329** Réclamations 1011-1040.
- 330** Réclamations 1041-1070.
- 331** Réclamations 1071-1090.
- 332** Réclamations 1091-1129.
- 333** Réclamations 1130-1160.
- 334** Réclamations 1161-1180.
- 335** Réclamations 1181-1220.
- 336** Réclamations 1221-1273.
- 337** Réclamations 1274.

- 338** Réclamations 1275.
- 339** Réclamations 1276-1300.
- 340** Réclamations 1301-1325.
- 341** Réclamations 1326-1350.
- 342** Réclamations 1351-1377.
- 343** Réclamations 1378-1390.
- 344** Réclamations 1391-1420.
- 345** Réclamations 1421-1450.
- 346** Réclamations 1451-1490.
- 347** Réclamations 1491-1515.
- 348** Réclamations 1516-1560.
- 349** Réclamations 1561-1575.
- 350** Réclamations 1576-1604.
- 351** Réclamations 1605-1620.
- 352** Réclamations 1621-1654.

-
- 353** Réclamations 1655-1700.
- 354** Réclamations 1701-1730.
- 355** Réclamations 1731-1760.
- 356** Réclamations 1761-1800.
- 357** Réclamations 1801-1840.
- 358** Réclamations 1841-1870.
- 359** Réclamations 1871-1905.
- 360** Réclamations 1906-1940.
- 361** Réclamations 1941-1980.
- 362** Réclamations 1981-2010.
- 363** Réclamations 2011-2022.
- 364** Réclamations 2023-2040.
- 365** Réclamations 2041-2060.
- 366** Réclamations 2061-2090.
- 367** Réclamations 2091-2110.

- 368** Réclamations 2111-2190.
- 369** Réclamations 2191-2230.
- 370** Réclamations 2231-2255.
- 371** Réclamations 2256-2285.
- 372** Réclamations 2286-2310.
- 373** Réclamations 2311-2340.
- 374** Réclamations 2341-2375.
- 375** Réclamations 2376-2400.
- 376** Réclamations 2401-2430.
- 377** Réclamations 2431-2460.
- 378** Réclamations 2461-2490.
- 379** Réclamations 2491-2520.
- 380** Réclamations 2521-2540.
- 381** Réclamations 2541-2620.
- 382** Réclamations 2621-2650.

-
- 383** Réclamations 2651-2675.
- 384** Réclamations 2676-2704.
- 385** Réclamations 2705-2735.
- 386** Réclamations 2736-2770.
- 387** Réclamations 2771-2798.
- 388** Réclamations 2799-2815.
- 389** Réclamations 2816-2835.
- 390** Réclamations 2836-2880.
- 391** Réclamations 2881-2920.
- 392** Réclamations 2921-2940.
- 393** Réclamations 2941-2980.
- 394** Réclamations 2981-3020.
- 395** Réclamations 3021-3050.
- 396** Réclamations 3051-3080.
- 397** Réclamations 3081-3101.

- 398** Réclamations 3102-3115.
- 399** Réclamations 3116-3118.
- 400** Réclamations 3119-3123.
- 401** Réclamations 3124-3138.
- 402** Réclamations 3139-3144.
- 403** Réclamations 3145-3153.
- 404** Réclamations 3154-3157.
- 405** Réclamations 3158-3164.
- 406** Réclamations 3165.
- 407** Réclamations 3166-3170.
- 408** Réclamations 3171-3179.
- 409** Réclamations 3180-3189.
- 410** Réclamations 3190-3215.
- 411** Réclamations 3216-3245.
- 412** Réclamations 3246-3270.

-
- 413** Réclamations 3271-3293.
- 414** Réclamations 3294-3301.
- 415** Réclamations 3302.
- 416** Réclamations 3303-3306.
- 417** Réclamations 3307-3323.
- 418** Réclamations 3324-3351.
- 419** Réclamations 3352-3366.
- 420** Réclamations 3367-3391.
- 421** Réclamations 3392-3408.
- 422** Réclamations 3409-3424.
- 423** Réclamations 3425/1.
- 424** Réclamations 3425 /2.
- 425** Réclamations 3425 /3.
- 426** Réclamations 3425 /4.
- 427** Réclamations 3426-3460.

- 428** Réclamations 3461-3490.
- 429** Réclamations 3491-3518.
- 430** Réclamations 3519-3550.
- 431** Réclamations 3551-3592.
- 432** Réclamations 3593-3610.
- 433** Réclamations 3611-3650.
- 434** Réclamations 3651-3680.
- 435** Réclamations 3681-3705.
- 436** Réclamations 3706-3725.
- 437** Réclamations 3726-3765.
- 438** Réclamations 3766-3800.
- 439** Réclamations 3801-3820.
- 440** Réclamations 3821-3850.
- 441** Réclamations 3851-3880.
- 442** Réclamations 3881-3910.

-
- 443** Réclamations 3911-3970.
- 444** Réclamations 3971-4000.
- 445** Réclamations 4001-4030.
- 446** Réclamations 4031-4060.
- 447** Réclamations 4061-4100.
- 448** Réclamations 4101-4150.
- 449** Réclamations 4151-4200.
- 450** Réclamations 4201-4240.
- 451** Réclamations 4241-4270.
- 452** Réclamations 4271-4300.
- 453** Réclamations 4301-4330.
- 454** Réclamations 4331-4359.
- 455** Réclamations 4360-4373.
- 456** Réclamations 4374.
- 457** Réclamations 4375.

458 Réclamations 4376-4380.

459 Réclamations 4381.

460 Réclamations 4382-4392.

461 Réclamations 4393-4418.

462 Réclamations 4419-4457.

463 Réclamations 4458-4465.

464 Réclamations 4466-4485.

465 Réclamations 4486-4530.

466 Réclamations 4531-4560.

467 Réclamations 4561-4600.

468 Réclamations 4601-4627.

469 Réclamations 4629 /1.

470 Réclamations 4629 /2.

471 Réclamations 4630-4652.

472 Réclamations 4653-4680.

-
- 473** Réclamations 4681-4708.
- 474** Réclamations 4709-4733.
- 475** Réclamations 4734-4762.
- 476** Réclamations 4763-4810.
- 477** Réclamations 4811-4830.
- 478** Réclamations 4831 /1.
- 479** Réclamations 4831 /2.
- 480** Réclamations 4832-4854.
- 481** Réclamations 4855-4900.
- 482** Réclamations 4901-4935.
- 483** Réclamations 4936-4965.
- 484** Réclamations 4966-4990.
- 485** Réclamations 4991-5020.
- 486** Réclamations 5021-5040.
- 487** Réclamations 5041-5065.

- 488** Réclamations 5066-5085.
- 489** Réclamations 5086-5104.
- 490** Réclamations 5105-5120.
- 491** Réclamations 5121-5150.
- 492** Réclamations 5151-5153.
- 493** Réclamations 5154-5155.
- 494** Réclamations 5156-5184.
- 495** Réclamations 5185-5209.
- 496** Réclamations 5210-5230.
- 497** Réclamations 5231-5280.
- 498** Réclamations 5281-5310.
- 499** Réclamations 5311-5350.
- 500** Réclamations 5351-5377.
- 501** Réclamations 5378-5391.
- 502** Réclamations 5392-5400.

-
- 503** Réclamations 5401-5425.
- 504** Réclamations 5426-5450.
- 505** Réclamations 5451-5475.
- 506** Réclamations 5476-5500.
- 507** Réclamations 5501-5530.
- 508** Réclamations 5531-5560.
- 509** Réclamations 5561-5600.
- 510** Réclamations 5601-5640.
- 511** Réclamations 5641-5675.
- 512** Réclamations 5676-5710.
- 513** Réclamations 5711-5750.
- 514** Réclamations 5751-5780.
- 515** Réclamations 5781-5820.
- 516** Réclamations 5821-5840.
- 517** Réclamations 5841-5870.

- 518** Réclamations 5871-5900.
- 519** Réclamations 5901-5930.
- 520** Réclamations 5931-5945.
- 521** Réclamations 5946-5965.
- 522** Réclamations 5966-5980.
- 523** Réclamations 5981-6010.
- 524** Réclamations 6011-6050.
- 525** Réclamations 6051-6080.
- 526** Réclamations 6081-6101.
- 527** Réclamations 6102-6107.
- 528** Réclamations 6107.
- 529** Réclamations 6108-6124.
- 530** Réclamations 6125-6134.
- 531** Réclamations 6135-6150.
- 532** Réclamations 6151-6154.

-
- 533** Réclamations 6155-6159.
- 534** Réclamations 6160-6190.
- 535** Réclamations 6191-6230.
- 536** Réclamations 6231-6280.
- 537** Réclamations 6281-6340.
- 538** Réclamations 6341-6390.
- 539** Réclamations 6391-6420.
- 540** Réclamations 6421-6460.
- 541** Réclamations 6461-6510.
- 542** Réclamations 6511-6560.
- 543** Réclamations 6561-6590.
- 544** Réclamations 6590-6630.
- 545** Réclamations 6631-6679.
- 546** Réclamations 6680-6795.
- 547** Réclamations 6796-6820.

548 Réclamations 6821-6860.

549 Réclamations 6861-6890.

550 Réclamations 6891-6920.

551 Réclamations 6921-6950.

552 Réclamations 6951-6970.

553 Réclamations 6971-7000.

554 Réclamations 7001-7030.

555 Réclamations 7031-7060.

556 Réclamations 7061-7100.

557 Réclamations 7101-7130.

558 Réclamations 7131-7170.

559 Réclamations 7171-7200.

560 Réclamations 7201-7215.

561 Réclamations 7216-7250.

562 Réclamations 7251-7270.

-
- 563** Réclamations 7271-7300.
- 564** Réclamations 7301-7340.
- 565** Réclamations 7341-7370.
- 566** Réclamations 7371-7400.
- 567** Réclamations 7401-7430.
- 568** Réclamations 7431-7460.
- 569** Réclamations 7461-7490.
- 570** Réclamations 7491-7520.
- 571** Réclamations 7521-7550.
- 572** Réclamations 7551-7575.
- 573** Réclamations 7576-7610.
- 574** Réclamations 7611-7630.
- 575** Réclamations 7631-7660.
- 576** Réclamations 7661-7700.
- 577** Réclamations 7701-7730.

- 578** Réclamations 7731-7760.
- 579** Réclamations 7761-7800.
- 580** Réclamations 7801-7830.
- 581** Réclamations 7831-7855.
- 582** Réclamations 7856-7863.
- 583** Réclamations 7863-7864.
- 584** Réclamations 7865-7870.
- 585** Réclamations 7871-7890.
- 586** Réclamations 7891-7910.
- 587** Réclamations 7911-7920.
- 588** Réclamations 7921-7940.
- 589** Réclamations 7941-7950.
- 590** Réclamations 7951-7962.
- 591** Réclamations 7963-7970.
- 592** Réclamations 7971-7985.

593 Réclamations 7986-8005.

594 Réclamations 8006-8025.

595 Réclamations 8026-8028.

596 Réclamations 8029-8070.

597 Réclamations 8071-8100.

598 Réclamations 8101-8120.

599 Réclamations 8121-8150.

600 Réclamations 8151-8190.

601 Réclamations 8191-8205.

602 Réclamations 8206-8327.

603 Réclamations 8332-8448.

604 Réclamations 8472-8573.

605 Réclamations 8613-9091.

***606 - 654 DOSSIERS DES RÉCLAMATIONS DE L'ANCIENNE DETTE
CONSTITUÉE INSCRITES AU REGISTRE 289 INTITULÉ :***

606 "Nieuw register" : Réclamations 1-20.

- 607** "Nieuw register" : Réclamations 21-40.
- 608** "Nieuw register" : Réclamations 41-65.
- 609** "Nieuw register" : Réclamations 161-190.
- 610** "Nieuw register" : Réclamations 191-230.
- 611** "Nieuw register" : Réclamations 231-270.
- 612** "Nieuw register" : Réclamations 271-310.
- 613** "Nieuw register" : Réclamations 311-350.
- 614** "Nieuw register" : Réclamations 351-375.
- 615** "Nieuw register" : Réclamations 376-420.
- 616** "Nieuw register" : Réclamations 421-460.
- 617** "Nieuw register" : Réclamations 461-490.
- 618** "Nieuw register" : Réclamations 491-540.
- 619** "Nieuw register" : Réclamations 541-580.
- 620** "Nieuw register" : Réclamations 581-620.
- 621** "Nieuw register" : Réclamations 621-650.

-
- 622** "Nieuw register" : Réclamations 651-680.
- 623** "Nieuw register" : Réclamations 681-720.
- 624** "Nieuw register" : Réclamations 721-760.
- 625** "Nieuw register" : Réclamations 761-769.
- 626** "Nieuw register" : Réclamations 770-800.
- 627** "Nieuw register" : Réclamations 801-830.
- 628** "Nieuw register" : Réclamations 831-855.
- 629** "Nieuw register" : Réclamations 856-870.
- 630** "Nieuw register" : Réclamations 871-930.
- 631** "Nieuw register" : Réclamations 66-90.
- 632** "Nieuw register" : Réclamations 91-120.
- 633** "Nieuw register" : Réclamations 121-160.
- 634** "Nieuw register" : Réclamations 931-965.
- 635** "Nieuw register" : Réclamations 966-995.
- 636** "Nieuw register" : Réclamations 996-1030.
1030-

- 637** "Nieuw register" : Réclamations 1031-1100.
1031-1100
- 638** "Nieuw register" : Réclamations 1101-1120.
1101-1120
- 639** "Nieuw register" : Réclamations 1121-1160.
1121-1160
- 640** "Nieuw register" : Réclamations 1161-1187.
1161-1187
- 641** "Nieuw register" : Réclamations 1188-1190.
1188-1190
- 642** "Nieuw register" : Réclamations 1191-1207.
1191-1207
- 643** "Nieuw register" : Réclamations 1208 /1.
1208-1208
- 644** "Nieuw register" : Réclamations 1208 /2.
1208-1208
- 645** "Nieuw register" : Réclamations 1208 /3.
1208-1208
- 646** "Nieuw register" : Réclamations 1209-1236.
1209-1236
- 647** "Nieuw register" : Réclamations 1237-1240.
1237-1240
- 648** "Nieuw register" : Réclamations 1241-1300.
1241-1300
- 649** "Nieuw register" : Réclamations 1301-1365.
1301-1365
- 650** "Nieuw register" : Réclamations 1366-1380.
1366-1380
- 651** "Nieuw register" : Réclamations 1381-1490.
1381-1490

-
- 652** "Nieuw register" : Réclamations 1491-1542.
1491-1542
- 653** "Nieuw register" : Réclamations 1543-1602.
1543-1602
- 654** "Nieuw register" : Réclamations 1603-1611.
1603-1611
- 655** Dossiers de réclamations d'émigrés portant les numéros 953, 1104, 1804-1806, 2873, 4822, 5061, 5460, 5920, 6496, 6497, 7575, 7599, 8091, 621 (Nieuw register).
1806-
- 656** Dossiers des réclamations introduites par divers propriétaires du Brabant méridional concernant l'expropriation de terrains à la suite de la construction de la nouvelle route de Hoegaerde. (Ce dossier est accompagné des actes de ventes passés en exécution de la loi du 8 mars 1810 et numérotés 1 à 69.).
- 657** Actes de ventes faisant suite aux précédents, numérotés 70 à 135.
- 658/1 - 660/14 DOSSIERS DE PIÈCES D'INSTRUCTION RELATIVES À DES AFFAIRES DE LIQUIDATION NON TERMINÉES :**
- 658 /1** Dossiers relatifs aux requêtes de : A. van Nieuwenhove. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /2** Dossiers relatifs aux requêtes de F. Briard, mandataire de la veuve Lefèbvre.
1825-1829.
1825-1829
- 658 /3** Dossiers relatifs aux requêtes du Conseil général des hospices civils de la ville de Bruxelles. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /4** Dossiers relatifs aux requêtes de Joseph-Nicolas Comhaire et consorts.
1825-1829.
1825-1829
- 658 /5** Dossiers relatifs aux requêtes des héritiers de Anne-Thérèse Hannaert.
1825-1829.
1825-1829

- 658 /6** Dossiers relatifs aux requêtes de Hennebert-Rochez. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /7** Dossiers relatifs aux requêtes de la comtesse Marchant d'Ansembourg.
1825-1829.
1825-1829
- 658 /8** Dossiers relatifs aux requêtes des sieurs Poullon et consorts. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /9** Dossiers relatifs aux requêtes du gouverneur de la province de Liège. 1825-
1829.
1825-1829
- 658 /10** Dossiers relatifs aux requêtes de Fresart. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /11** Dossiers relatifs aux requêtes de François Duval et de son épouse née Marie
Dewez. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /12** Dossiers relatifs aux requêtes de Jacques Quantier de Thierry et consorts.
1825-1829.
1825-1829
- 658 /13** Dossiers relatifs aux requêtes de C. Morel au nom des héritiers de
Montefamario. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /14** Dossiers relatifs aux requêtes du solliciteur Berden, au nom du prince de
Hesse. 1825-1829.
1825-1829
- 658 /15** Dossiers relatifs aux requêtes de P. Gachard, archiviste-adjoint à Bruxelles (1
). 1825-1829.
1825-1829
- 659 /1** Dossiers relatifs aux requêtes de Kleyners, fondé de pouvoirs de P.-M.
Schlotmecker. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /2** Dossiers relatifs aux requêtes de Bernard Van Hauwaert. 1829-1830.
1829-1830

-
- 659 /3** Dossiers relatifs aux requêtes du bureau de bienfaisance de Kruishoutem. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /4** Dossiers relatifs aux requêtes des administrateurs collateurs des bourses fondées par Baudry-Buterne. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /5** Dossiers relatifs aux requêtes de la commune de Herve. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /6** Dossiers relatifs aux requêtes des sollicitateurs De Vries, Robbé et Cie. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /7** Dossiers relatifs aux requêtes de M.-F. Boetermans, épouse Fonteyne. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /8** Dossiers relatifs aux requêtes de Marie Gilbert. 1829-1830.
1829-1830
- 659 /9** Dossiers relatifs aux requêtes de P.-J. Mangez. 1829-1830.
1829-1830
- 660 /1** Dossiers relatifs aux requêtes de J.-François Schoolmeester et Marie Evens, veuve Perseyn. 1830.
1830-1830
- 660 /2** Dossiers relatifs aux requêtes des héritiers de la veuve Maskens. 1830.
1830-1830
- 660 /3** Dossiers relatifs aux requêtes de Caroline Lequesne. 1830.
1830-1830
- 660 /4** Dossiers relatifs aux requêtes veuve de Louis Vincent. 1830.
1830-1830
- 660 /5** Dossiers relatifs aux requêtes de Delprat-Molière, fondé de pouvoirs de David-Nathan Leuwenstein. 1830.
1830-1830
- 660 /6** Dossiers relatifs aux requêtes du bureau de bienfaisance de Jodoigne. 1830.
1830-1830

- 660 /7** Dossiers relatifs aux requêtes du baron de Bonhomme. 1830.
1830-1830
- 660 /8** Dossiers relatifs aux requêtes de la famille de Grady de Bellaire. 1830.
1830-1830
- 660 /9** Dossiers relatifs aux requêtes des héritiers de P. Janssens de Bisthoven.
1830.
1830-1830
- 660 /10** Dossiers relatifs aux requêtes de Thomas-Joseph de Montefamario. 1830.
1830-1830
- 660 /11** Dossiers relatifs aux requêtes de la commune d'Asch (Limbourg). 1830.
1830-1830
- 660 /12** Dossiers relatifs aux requêtes de la dame Dubois. 1830.
1830-1830
- 660 /13** Dossiers relatifs aux requêtes de J.-B.-François et Édouard-Pierre-Joseph
Malou. 1830.
1830-1830
- 660 /14** Dossiers relatifs aux requêtes du comte Louis de Villers. 1830.
1830-1830

***661 - 664 DOSSIERS DE RÉCLAMATIONS DÉCLARÉES DÉCHUES PAR LE
PARAGRAPHE 3 DE LA RÉOLUTION DE LA COMMISSION DE LIQUIDATION
DU 9 JANVIER 1827.***

- 661** Titres retirés de la liquidation à Paris. Réclamations inscrites sur le registre
général de la Commission : État n° 2.
1827-1827 (1 liasse).
- 662** Titres retirés de la liquidation à Paris. Réclamations inscrites sur le registre
général de la Commission : État n° 2.
1827-1827 (1 liasse).
- 663** Titres retirés de la liquidation à Paris. Réclamations inscrites sur le registre
général de la Commission : État n° 2.
1827-1827 (1 liasse).
- 664** Titres retirés de la liquidation à Paris. Réclamations inscrites sur le registre
général de la Commission : État n° 2.
1827-1827 (1 liasse).

665 - 667 DOSSIERS DE RÉCLAMATIONS DÉCLARÉES DÉCHUES PAR LE PARAGRAPHE 4 DE LA RÉOLUTION DE LA COMMISSION DE LIQUIDATION DU 9 JANVIER 1827.

- 665** Titres retirés des archives de la liquidation de Paris, réclamations inscrites sur le registre général de la Commission : État n° 3.
1827-1827 1 liasse.
- 666** Titres retirés des archives de la liquidation de Paris, réclamations inscrites sur le registre général de la Commission : État n° 3.
1827-1827 1 liasse.
- 667** Titres retirés des archives de la liquidation de Paris, réclamations inscrites sur le registre général de la Commission : État n° 3.
1827-1827 1 liasse.

668 - 670 ÉTATS ET DOSSIERS RELATIFS À LA LIQUIDATION DES RENTES DUES AUX FONDATIONS ET AUX BOURSES D'ÉTUDES :

- 668** État des rentes dues à l'Université de Louvain à charge des États, des corporations et communautés supprimées et de la Maison d'Autriche du fait de levées faites en Belgique (9 tableaux).
- 669** État des rentes dues aux fondations dites volantes non rattachées à l'Université de Louvain, à charge des États, des corporations et communautés supprimées, et de la Maison d'Autriche (7 tableaux).
- 670** Dossiers de correspondance et de réclamations concernant la liquidation des rentes dues aux fondations de bourses d'études.

671 - 678 DOSSIERS ET ÉTATS RELATIFS À LA LIQUIDATION DE L'ARRIÉRÉ AUTRICHIEN (CRÉANCES ANTÉRIEURES À L'ENTRÉE DES FRANÇAIS EN BELGIQUE SPÉCIALEMENT LES MÉDIANATES ET LES ENGAGÈRES) :

- 671** Dossiers relatifs aux négociations entre les Pays-Bas et l'Autriche touchant la liquidation de ces créances. 1823-1829.
1823-1829
- 672** Pièces à l'appui du dossier précédent : Minute d'état des médianates, engagères et finances fournies par les neuf provinces sous le gouvernement autrichien.

- 673** Pièces à l'appui du dossier précédent : Relevé de réclamations diverses dont il a été donné connaissance par les gouverneurs de provinces.
- 674** Pièces à l'appui du dossier précédent : États des médianates, engagères, taxes d'offices et autres créances antérieures à l'entrée des Français en Belgique : Brabant méridional. Province de Liège. Province de Limbourg. Grand-Duché de Luxembourg. Province de Hainaut. Flandre occidentale. Province de Namur.
- 675** Pièces à l'appui du dossier précédent : États de réclamations pour pertes et pillages pendant la Révolution brabançonne : province d'Anvers et Brabant méridional.
- 676** Pièces à l'appui du dossier précédent : États sommaires et pièces justificatives des réclamations faites par divers particuliers auprès de la Cour d'Autriche du fait d'ouvrages exécutés aux fortifications et bâtiments militaires dans les provinces.
- 677** Pièces à l'appui du dossier précédent : Montant des prétentions ouvertes du chef d'ouvrages exécutés en 1794 à l'occasion de l'inauguration de S. M. l'Empereur et Roi aux Pays-Bas.
1794-1794
- 678** Pièces à l'appui du dossier précédent : Relevé des comptes, livrances et ouvrages exécutés pour les troupes de S. M. l'Empereur et Roi par l'administration de la ville de Bruxelles en 1790, 1791, 1792.
1790-1792
- 679 - 683 ARRIÉRÉ FRANÇAIS :**
- 679** dossiers de la Commission concernant les réclamations de l'entrepreneur Longis pour les travaux de fortifications exécutés en 1812 à Anvers, aux forts de Lillo et Liefkenshoek, et pièces produites à l'appui, 1821-1829.
1812-1829 Les numéros 679 à 683 sont contenus dans 4 liasses.
- 680** dossiers de la Commission concernant les réclamations de l'entrepreneur Longis pour les travaux de fortifications exécutés en 1812 à Anvers, aux forts de Lillo et Liefkenshoek, et pièces produites à l'appui, 1821-1829.
1812-1829 Les numéros 679 à 683 sont contenus dans 4 liasses.

-
- 681** dossiers de la Commission concernant les réclamations de l'entrepreneur Longis pour les travaux de fortifications exécutés en 1812 à Anvers, aux forts de Lillo et Liefkenshoek, et pièces produites à l'appui, 1821-1829.
1812-1829 Les numéros 679 à 683 sont contenus dans 4 liasses.
- 682** dossiers de la Commission concernant les réclamations de l'entrepreneur Longis pour les travaux de fortifications exécutés en 1812 à Anvers, aux forts de Lillo et Liefkenshoek, et pièces produites à l'appui, 1821-1829.
1812-1829 Les numéros 679 à 683 sont contenus dans 4 liasses.
- 683** dossiers de la Commission concernant les réclamations de l'entrepreneur Longis pour les travaux de fortifications exécutés en 1812 à Anvers, aux forts de Lillo et Liefkenshoek, et pièces produites à l'appui, 1821-1829.
1812-1829 Les numéros 679 à 683 sont contenus dans 4 liasses.

ANNEXES.**684 - 703 VINGT REGISTRES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DE LA DETTE AUSTRO-BELGE ; EMPRUNTS DES ANNÉES 1778 À 1794 (1).**

- 684** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 1 à 2000.
- 685** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 2001 à 4000.
- 686** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 4001 à 6000.
1778-1794
- 687** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 6001 à 8000.
1778-1794
- 688** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 8001 à 10000.
1778-1794
- 689** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 10001 à 12000.
1778-1794
- 690** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 12001 à 14000.
1778-1794
- 691** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 14001 à 16000.
1778-1794
- 692** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 16001 à 18000.
1778-1794
- 693** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 18001 à 20000.
1778-1794
- 694** Registre d'inscription de rentes à 4% nos 20001 à 20631.
1778-1794
- 695** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 1 à 2000.
- 696** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 2001 à 4000.
- 697** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 4001 à 6000.

1778-1794

- 698** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 6001 à 8000.
1778-1794
- 699** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 8001 à 10000.
1778-1794
- 700** Registre d'inscription de rentes à 4 1/2 % nos 10001 à 11980.
1778-1794
- 701** Registre d'inscription de rentes à 3 % nos 1 à 1415.
1415-1415
- 702** Registre d'inscription de rentes à 5 % nos 1 à 2000.
- 703** Registre d'inscription de rentes à 5 % nos 2001 à 3230.
- 704** Série d'obligations de l'emprunt forcé de 1790, des États de Flandre.
1790-1790
- 705 - 706 REGISTRE CONTENANT.**
- 705** l'indication des fondations de bourses rétablies en 1821.
1821-1821
- 706** l'indication des fondations de bourses rétablies en 1821.
1821-1821
- 707** Dossiers de réclamations introduites par des membres de la Légion
d'honneur qui désirent obtenir le paiement de leur traitement pour l'année
1815, en exécution de la transaction du 25 avril 1818 avec la France.
1815-1818 1 liasse.
- 708** Dossiers de réclamations introduites par des membres de la Légion
d'honneur qui désirent obtenir le paiement de leur traitement pour l'année
1815, en exécution de la transaction du 25 avril 1818 avec la France.
1815-1818 1 liasse.
- 709** Dossiers relatifs à la liquidation de la dette Belgo-Autrichienne 1817-1828
avec rétroactes.
1817-1828

- 710** Dossiers relatifs à la liquidation de la dette Belgo-Autrichienne 1817-1828 avec rétroactes.
1817-1828
- 711** Dossiers relatifs à la liquidation de la dette Belgo-Autrichienne 1817-1828 avec rétroactes.
1817-1828